

BulletinFrancoPaix



UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES

Centre FrancoPaix

Vol. 7, n° 9

NOVEMBRE 2022



Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel

Tatiana Smirnova

Décryptage

République démocratique du Congo : des solutions régionales aux conflits des Grands Lacs?

PAGE 7

Nouvelles et annonces

PAGE 9



Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel

Tatiana Smirnova

Tatiana Smirnova

Chercheure postdoctorale,
Centre FrancoPaix



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Sur le continent africain, l'influence de la Russie prend de l'expansion. Les stratégies utilisées par le Kremlin, pour se repositionner en Afrique, trouvent écho auprès des gouvernements et des populations locales.

Le pays tire aussi profit des critiques populaires et médiatiques croissantes contre la présence occidentale, en particulier celle de la France, dont les derniers engagements militaires africains se sont soldés par des échecs. La société militaire privée Wagner, dont les dirigeants sont proches du Kremlin, est perçue comme une alternative. Si les exactions de ses mercenaires sont dénoncées par des ONG, ses services de sécurité et de protection de personnalités sont de plus en plus sollicités par des gouvernements africains, notamment au Mali, mais également en Centrafrique, au Soudan, au Mozambique, en Libye, à Madagascar, etc.

L'action de Wagner rentre en effet dans l'offre russe « d'opérations antiterroristes » visant à assurer la sécurité de l'État contre toute tentative de déstabilisation provenant d'une menace interne. Cette offre est accueillie favorablement au sein de certains gouvernements subsahariens en crise de légitimité, confrontés à l'aggravation du climat social, économique et sécuritaire de leur région.

La Russie capitalise également pour son « retour » en Afrique sur une nostalgie de l'ère soviétique, l'URSS ayant soutenu militairement des mouvements de libération nationale durant la seconde moitié du XXe siècle, et coopéré avec les forces armées de plusieurs États à travers le continent.



Photo de couverture et en-tête : Sommet Russie-Afrique de Sotchi, 2019

Crédit photo : Présidence sud-africaine

L'influence de la Russie semble s'étendre sur le continent africain, comme le révèlent la présence médiatisée des sociétés militaires privées au Mali, en République centrafricaine (RCA), au Soudan et en Libye ainsi que les appels pour une intervention militaire russe qu'on entend au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. Cependant, cette influence demeure circonscrite, car, sur le plan des investissements économiques et sociaux, la Russie reste un acteur relativement marginal¹. La politique africaine de la Russie répond avant tout à une dynamique sociopolitique et économique interne qui oriente son influence à l'international se nourrissant du récit anticolonial.

Ce narratif du Kremlin identifie l'Occident comme unique responsable de la guerre en Ukraine, des conflits en Afrique, et des injustices sociales dans le monde. Ce narratif gagne en légitimité auprès de dirigeants en Afrique, mais aussi auprès des populations locales, alors que des groupes politiques au Sénat américain discutent de l'adoption d'une résolution qualifiant la Russie d'État sponsor du terrorisme, résolution d'ailleurs adoptée par le Parlement européen le 23 novembre 2022². L'interprétation de la situation géopolitique actuelle comme une lutte entre la démocratie et l'autoritarisme peut être toutefois problématique³. En effet, la radicalisation des positions, soulignant les clivages géopolitiques Nord-Sud, risque de renforcer le narratif du Kremlin au Sahel et de justifier la posture anti-occidentale de plusieurs États africains. Un tel cadrage est perçu par certains comme biaisé et « sélectif » sur un continent qui a vu pendant des décennies les anciens pays colonisateurs soutenir les régimes autoritaires⁴, ou amorcer des opérations militaires qui ne s'inscrivaient pas toujours dans le respect du droit international, au Moyen-Orient notamment. À ce titre, la déclaration de l'influenceur pro-Kremlin, Kemi Seba⁵, peut paraître caricaturale, mais elle résume les narratifs qui sont maintenant intégrés dans l'espace médiatique sociopolitique sahélien. Pendant sa visite à Moscou, en mars 2022, Seba a déclaré que l'invasion de l'Ukraine par la Russie était une « réaction naturelle et légitime au rejet aveugle par les

pays occidentaux des aspirations du peuple russe à construire un ordre mondial fondé sur l'égalité et le respect mutuel⁶ ». D'une certaine façon, les modalités de repositionnement de la Russie en Afrique ressemblent beaucoup à ses actions pour « revenir » sur la scène politique au Moyen-Orient au début des années 2000 : campagnes de communication pour contrecarrer l'influence américaine, appui militaire, soutien aux élites politiques, contrats d'armement et exploitation des ressources minières. L'expansion de l'influence russe au Sahel et l'attrait du projet du Kremlin s'expliquent par des facteurs similaires que ceux employés au Moyen-Orient : attractivité de la stratégie antiterroriste du Kremlin (1), besoin de changements profonds au sein des modèles de gouvernance au Sahel (2) et tolérance croissante à la violence structurelle, symbolique et physique dans la région, s'inscrivant dans le long terme (3).

”

« L'expansion de l'influence russe au Sahel et l'attrait du projet du Kremlin s'expliquent par des facteurs similaires que ceux employés au Moyen-Orient. »

L'attrait de la stratégie antiterroriste, popularisée par le Kremlin

En dépit de la présence de forces internationales, appuyées essentiellement par la France et les pays européens⁷, la situation sécuritaire dans les pays de l'Afrique de l'Ouest francophones continue

à se détériorer. Cela suscite des sentiments de désespoir, de fatigue et d'impuissance et accroît l'attractivité des « solutions » russes. L'arrivée des programmes antiterroristes russes, présentés par la propagande du Kremlin comme une solution de rechange rapide et efficace à la présence sécuritaire « occidentale », a été saluée lors de manifestations au Mali et en RCA par des pancartes « Merci, Wagner »⁸.

Suite aux événements du 11 septembre, la Russie avait intensifié sa présence au sein des organisations internationales où la lutte contre-terroriste est devenue l'un des instruments incontournables d'influence. Par exemple, le secrétaire général adjoint du Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme est un diplomate russe qui pourrait potentiellement jouer un rôle dans l'élaboration de l'agenda de cette lutte et donc négliger les questions liées aux violations des droits de l'homme⁹. Dans le même temps, la Russie a continué à étendre son influence, notamment par le biais de forums non occidentaux tels que l'Organisation de coopération de Shanghai et l'Organisation de la Coopération islamique où elle obtient le statut d'observateur en 2005. Ces positions procuraient à la Russie la légitimité de se présenter en tant que « fournisseur de sécurité et protecteur de la souveraineté africaine », « garant de la non-ingérence des forces extérieures et des tentatives de déstabilisation des systèmes politiques sur le continent »¹⁰. Cette légitimité trouvait également ses racines dans la nostalgie soviétique. En effet, l'URSS a accordé un soutien militaire aux mouvements de libération nationale des colonies portugaises, en Angola et au Mozambique notamment, revêtant l'image d'une puissance libératrice et porteuse de paix. Entre 1960 et 1990, l'URSS a construit un impressionnant système de centres de formation militaire et même d'académies préparant les officiers, mais aussi des combattants de base pour la guérilla¹¹.

La Russie a déployé également beaucoup d'efforts dans des campagnes de propagande pour rehausser l'image du groupe Wagner et présenter à des publics extérieurs, notamment en Afrique,

ses opérations militaires en Syrie et plus récemment en République centrafricaine, comme des réussites¹². La perception des combattants du groupe militaire privé russe peut varier d'une zone d'intervention à l'autre, en fonction des intérêts du groupe, de ses relations avec l'État «hôte» et des liens développés avec des communautés locales dans les zones de déploiement. D'ailleurs, le manque de recherche universitaire analysant de façon approfondie le fonctionnement des groupes militaires privés au Sahel est un obstacle fondamental et ne permet pas de saisir la complexité des effets.

Tous ces éléments (positionnement dans les organisations internationales, vastes campagnes de communication, nostalgie soviétique) ont fait en sorte que la Russie a pu renforcer sa présence militaire en Afrique, celle-ci se déclinant à la fois dans les volets autant publics que privés. Avant l'invasion

de l'Ukraine¹³, la Russie était un partenaire de premier plan pour l'Algérie et l'Égypte dans le secteur de l'armement¹⁴. Plusieurs accords dans le domaine de la sécurité ont également été conclus entre Moscou et la majorité des pays du continent : sur les 54 pays, seuls dix n'en ont pas¹⁵. Entre 2017 et 2021, la Russie avait signé des accords de coopération avec tous les pays du G5 Sahel. La période de ratification de ces accords coïncide avec la venue de compagnies militaires privées qui ont été progressivement déployées en RCA, Libye, Soudan, Mozambique et Mali. L'on constate ainsi que, contrairement à la période soviétique où le modèle de coopération était centralisé sur le plan institutionnel, aujourd'hui, celui-ci est plus décentralisé. Ce processus de reconfiguration s'explique en partie par les sanctions économiques imposées par l'Occident d'abord en 2008 (en raison de la guerre russo-géorgienne) et puis en 2014 (suite à l'annexion de la Crimée)

qui ont poussé les grandes entreprises russes à renforcer leurs positions dans les pays où ils étaient déjà présents, tout en cherchant de nouveaux points d'ancrage. La dépendance de certains oligarques auprès du Kremlin avait ainsi été accentuée. Cependant, le déroulement de la guerre en Ukraine ainsi que les jeux du pouvoir au sein des élites militaires russes laissent penser que le niveau de cette dépendance est variable d'un contexte à l'autre.

Il faut ajouter ici que l'arrivée des Russes au Sahel n'a pas apporté d'approche substantiellement nouvelle, en termes de gestion de l'insurrection. Les exactions commises contre les civils, les politiques d'instrumentalisation des groupes armés locaux ou les attaques de drones existaient bien avant l'arrivée de Wagner. L'attrait pour l'offre «russe» promouvant un engagement militaire accru peut donc paraître surprenant. Comment, dans ce

”

« Les exactions commises contre les civils, les politiques d'instrumentalisation des groupes armés locaux ou les attaques de drones existaient bien avant l'arrivée de Wagner. »



Photo : Sommet Russie-Afrique de Sotchi, 2019
Crédit photo : Présidence rwandaise

contexte, expliquer ce penchant pour une approche punitive en matière de contre-terrorisme?

Le modèle « démocratique » remis en question

Entre 2021 et 2022, le Mali, le Tchad, le Burkina Faso et la Guinée ont subi des coups d'État militaires traduisant une profonde méfiance vis-à-vis des institutions politiques¹⁶. Les abus de longue date des élites politiques, le manque d'inclusivité et la gestion inéquitable des ressources (dont les accès à l'eau et à la terre) ont contribué à générer des frustrations depuis des années. Le Kremlin joue sur cette instabilité sociopolitique, sur les luttes internes pour le pouvoir ainsi que sur de multiples mécontentements locaux en promouvant l'image d'un homme fort au pouvoir. Cette image, incarnée dans la figure du président Poutine, va de pair avec une nostalgie des régimes autoritaires en Afrique. Les hommes forts du pouvoir russe adressent

arrivé au pouvoir le 30 septembre 2022, en soulignant qu'«ils (les militaires) ont fait ce qui était nécessaire, et ils l'ont fait uniquement pour le bien de leur peuple¹⁸».

Les luttes autour de la transformation de l'État en Afrique sont actuellement exploitées par le Kremlin qui promeut son modèle de maintien de l'ordre. Il faut également tenir compte de la perception historique du terrorisme par la Russie. Pour la Russie, il a presque toujours été question d'une menace interne. Le terrorisme a donc été perçu comme un risque pour les fondements de l'État, sa stabilité et sa souveraineté. Ce cadrage conceptuel peut sembler spécifiquement attrayant pour certaines élites sahéniennes. Toutefois, comme l'histoire des interventions militaires l'a montré, y compris lors des interventions américaines en Irak et en Afghanistan, l'instrumentalisation du contre-terrorisme pour atteindre des objectifs de politique intérieure est une stratégie contre-productive, car elle contribue finalement à exacerber les griefs en les transformant en tendances plus radicales¹⁹.

Relativisation des sources de la violence

L'acceptation de services de sécurité russe par certains pays africains peut s'expliquer par une lassitude accumulée depuis des années suite à l'aggravation de la situation sociopolitique, humanitaire et sécuritaire dans la région. La présence militaire française, appuyée surtout par des partenaires européens, n'a pas apporté l'espoir escompté initialement, même dans le cadre de l'opération Serval. Ces dernières années, les massacres de dizaines voire de centaines de personnes sont devenus communs au Niger, au Mali ou au Burkina Faso. L'attrait pour le projet du Kremlin peut s'expliquer donc par une relativisation même de la violence qui n'est pas perçue comme telle. Les dispositifs, dans lesquels cette violence s'insère, ne s'inscrivent pas, dans cette interprétation, dans les cadres offerts par l'ancien colonisateur.

Quel avenir pour la Russie en Afrique après la guerre en Ukraine?

L'attrait croissant pour «l'offre de la Russie» en Afrique est un processus menaçant la stabilité à long terme au Sahel. Les stratégies actuelles des partenaires européens visant à redéfinir les opérations de sécurité par une relocalisation régionale restent extrêmement fragiles, s'ils ne sont pas restructurés en profondeur pour répondre aux «besoins» des États sahéniens. L'encadrement du positionnement des pays «occidentaux» à travers le prisme de l'affrontement démocratie-autoritarisme n'est pas productif. Au contraire, la Russie continuera d'être sollicitée, entourée du voile nostalgique de l'ère soviétique et de ses promesses d'une voie «alternative». L'isolement de pays comme le Mali ne semble pas contribuer à résoudre le problème, et laisse les populations dans une situation difficile. Le 17 novembre 2022, la France a annoncé qu'elle suspendait son aide au développement pour le Mali, invoquant le recours à Wagner par les autorités²⁰. La Russie ne sera pas capable de remplacer cette aide conséquente, même si, sur le plan des discours, elle continue à afficher l'importance de son implication sur le continent, notamment en préparant un deuxième sommet Russie-Afrique prévu à l'été 2023²¹. Les incertitudes liées à la guerre en Ukraine et la situation politique interne en Russie rendent cependant difficiles les pronostics sur l'avenir des projets entamés en Afrique. De plus en plus isolé, le Kremlin poursuit sa quête d'appuis sur le continent, mais est confronté aux tentatives de l'Ukraine de déployer sa propre stratégie en Afrique²².

”

« L'encadrement du positionnement des pays 'occidentaux' à travers le prisme de l'affrontement démocratie-autoritarisme n'est pas productif »

régulièrement leurs félicitations aux auteurs de coups d'État en Afrique. Le chef de la compagnie militaire privée Wagner, Evgeniy Prigozhine, avait, par exemple, salué le premier auteur du coup d'État au Burkina, déclarant que «le temps des colonels est arrivé¹⁷», ainsi que le deuxième,

- 1 Lanfranchi G., Bruijine, K. (2022). « [The Russians are coming! The Russians are coming? Russia's growing presence in Africa and its implication for European policy](#) ». Clingendael Institute. CRU Report.
- 2 US Congress. (27 juillet 2022). « [S.Res.623 - A resolution calling on the Secretary of State to designate the Russian Federation as a state sponsor of terrorism](#) » ; Le Monde (23 novembre 2022). « [Le Parlement européen qualifie la Russie d'« Etat promoteur du terrorisme](#) »
- 3 Tsuruoka, Michito (27 juin 2022). « [Why the War in Ukraine is not about Democracy versus Authoritarianism](#) ». Rusi.
- 4 Khatondi, Soita Wepukhulu (3 mars 2022). « [An African view of what's happening in Europe](#) ». Open Democracy.
- 5 Kemi Seba fait partie des influenceurs qui participent activement à la campagne de désinformation pro-Kremlin.
- 6 Geopolitika.ru (14 mars 2022). « [Vstretcha s afrikanskim politikom Kemi Seba. Stroya Lutchee buduschee](#) » « Rencontre avec l'homme politique africain Kemi Seba. Vers un meilleur avenir ».
- 7 Charbonneau, B. (2017). « De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel ». *Les Temps Modernes*, 693-694, 322-340.
- 8 Africanews (10 novembre 2022). « [Mali : Wagner offre des angles d'attaque aux djihadistes](#) ».
- 9 Vladimir Voronkov a été nommé au poste de secrétaire général adjoint du Bureau des Nations unies contre le terrorisme le 21 juin 2017.
- 10 International Forum Development of Parliamentarism (1er au 3 juillet 2019). « [Russia-Africa. Analytical materials](#) ».
- 11 Seulement en Crimée, sur la base-165, on estime qu'environ 15 000 combattants et officiers de plusieurs pays ont été formés. Ces personnes apprennent à fabriquer et à utiliser les explosifs, la diversion, et les différents subtilités tactiques pour la conduite de la guérilla. Krylova, N. (2017). « [Le centre Perevalnoe et la formation de militaires en Union soviétique](#) ». *Cahiers d'études africaines*, 226, 399-416, p.409.
- 12 US Department of State (2020). « [Pillars of Russia's Disinformation and Propaganda Ecosystem](#) ». Audinet, M. (2021). « [Le lion, l'ours et les hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone](#) ». IRSEM, 2021.
- 13 L'intensification des opérations liées à la guerre en Ukraine peut créer des problèmes pour les pays qui dépendent d'approvisionnement en armement russe. Mais étant donné l'importance, pour une Russie toujours plus isolée, du continent africain, il est fort probable que les russes chercheront par tous les moyens à conserver leur statut de partenaire privilégié dans les pays où ils occupent déjà une place importante. Iddon, P. (septembre 2022). « [Russia-Ukraine war: Algeria could face weapons crisis due to conflict, say analysts](#) ». *Middle East Eye*.
- 14 SIPRI (2021). [Trends in International Arms Transfers](#).
- 15 International Forum Development of Parliamentarism. (1er au 3 juillet 2019). « [Russia-Africa. Analytical materials](#) ».
- 16 « [Coups d'État en Afrique : le retour de l'uniforme en politique](#) », Bulletin FrancoPaix, vol. 7 no. 1-2. Numéro spécial dirigé par Marc-André Boisvert.
- 17 Newsinfo (25 janvier 2022). « [Prishlo vremya polkovnikov](#) » // « Le temps des colonels est arrivé ».
- 18 Concordgroup. Chaine Telegram officielle. https://t.me/concordgroup_official.
- 19 Major Jeffrey S. Thurnher (2008). « [Drowning in Blackwater: How Weak Accountability over Private Security Contractors Significantly Undermines Counterinsurgency Efforts](#) ». *Army Law*. 64.
- 20 Voice of America (17 novembre 2022). « [La France suspend ses aides au Mali, regrets au sein de la société civile](#) ».
- 21 [Summitafrica.ru](#)
- 22 Il faut rappeler qu'à l'époque soviétique, l'Ukraine était une partie intégrante de l'URSS et était donc, par conséquent, un élément structurel de coopération : beaucoup de diplômés « soviétiques » ont été ainsi formés en Ukraine, tout comme des spécialistes ukrainiens se rendaient dans le Sahel. Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les Africains ne faisaient pas de différence entre la Russie et l'ex-république soviétique. Le président ukrainien avait notamment déclaré, lors de la réunion du Bureau de l'Assemblée de l'Union africaine le 20 juin 2022, que la première stratégie pour le développement des relations entre l'Ukraine et l'Afrique avait été approuvée. Novoe Vremya (20 juin, 2022). « [Afin de développer la coopération, Zelensky décide de nommer un représentant spécial de l'Ukraine pour l'Afrique](#) » // « Chtobui rashirit' otnosheniya Zelenskiy reshil naznashchi' spetsialnogo predstavatelya Ukrainui po Afrike ».



République démocratique du Congo : des solutions régionales aux conflits des Grands Lacs?

Nicolas Klingelschmitt

Nicolas Klingelschmitt

Candidat au doctorat,
Université du Québec à Montréal
Coordonnateur,
Centre FrancoPaix



Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), meurtri par trois décennies de conflit, plusieurs États voisins manœuvrent, diplomatiquement et militairement, pour tenter de stopper la résurgence du groupe armé M23 et apaiser les tensions entre la RDC et le Rwanda.

1/ Résurrection du M23 et hausse des violences armées

Depuis les années 1990, les conflits de la région des Grands Lacs ont causé plus de cinq millions de morts. Entre 2020 et 2022, trois régions frontalières de l'est de la RDC ont fait l'objet d'actions violentes menées par des groupes armés non étatiques. Parmi eux se dresse le principal adversaire des Forces armées de RDC (FaRDC) : le M23. Ce groupe était initialement composé de rebelles intégrés dans les FaRDC à la suite d'un accord signé le 23 mars 2009. Estimant que l'accord n'avait pas été respecté, des

combattants se mutinent en avril 2012 sous ce nom rappelant l'engagement initial. Fin 2013, le groupe est dissous lors de la signature d'accords de paix à Nairobi. Pourtant, depuis fin 2021, des attaques contre la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) lui sont imputées et ses actions s'intensifient. [Ces dernières semaines](#), les combats se sont rapprochés de la ville de Goma, qui avait déjà été le théâtre de crimes de guerre dix ans plus tôt, commis tant par les rebelles que par les FaRDC.

2/ Une instabilité liée au contrôle de ressources minières

Les récents combats ont entraîné le déplacement forcé de près de 200 000 personnes, qui s'ajoutent aux millions de déplacés internes des décennies précédentes, [aggravant la situation humanitaire](#). Un contraste frappant avec



le potentiel économique de la région, énième victime de la «malédiction des ressources». En effet, l'origine des violences armées dans la région est - au moins en partie - à chercher dans ses sols et sous-sols : l'est de la RDC possède l'une des plus grandes concentrations mondiales de matériaux précieux (or, diamants), ainsi que des ressources minières indispensables à la production de batteries (cobalt, cuivre, coltan) dont les groupes armés cherchent à profiter. Les offensives du M23 créent un climat de tensions récurrentes entre la RDC et le Rwanda. Ce dernier est d'ailleurs accusé de soutenir le groupe rebelle par appât du gain.

”

« Peu de progrès sont faits puisque la RDC refuse tout dialogue avec les groupes armés. »

3/ Soutien rwandais au M23 : l'impasse diplomatique

En juin, [un rapport de l'ONU](#) fuit dans les médias : selon des experts, Kigali soutient les combattants du M23. Le Rwanda a réfuté cette accusation tandis que, le 30 octobre, le gouvernement de Félix Tshisekedi a expulsé de Kinshasa l'ambassadeur rwandais. Afin de maintenir le dialogue à

l'échelle étatique, la visite de médiateurs comme celle du président angolais Joao Lourenço à la mi-novembre au Rwanda, et la présence sur le terrain d'Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), est essentielle. Le 18 novembre, ce dernier a appelé le président rwandais Paul Kagamé à l'assister pour demander au M23 un accord de cessez-le-feu et une libération des territoires occupés. Néanmoins, peu de progrès sont faits puisque la RDC refuse tout dialogue avec les groupes armés, [qualifiant le M23 de groupe terroriste](#) et [se considérant agressée par le Rwanda sous couvert du M23](#). Une rencontre a néanmoins eu lieu jeudi 24 novembre à Luanda entre États membres de la CAE, incluant la RDC et le Rwanda, et des représentants de l'Union africaine. [Son communiqué final](#) établit une feuille de route impliquant l'arrêt des hostilités, ou, en cas de refus, l'application d'une conduite plus offensive de la force régionale de la CAE. Aucun représentant du M23 n'était cependant présent lors de cette réunion, ses membres ne se disent donc pas concernés par un cessez-le-feu.

4/ Les insuffisances des réponses actuelles au conflit

L'impasse sur le terrain est liée à plusieurs facteurs. D'abord, la faiblesse des institutions gouvernementales congolaises s'ajoute à celle de ses forces armées, qui ont longtemps été considérées comme un ensemble de groupes hétéroclites peu formés et mal équipés. Ensuite, la résurgence de groupes armés marque l'échec du plan de désarmement, démobilisation et

réintégration (DDR) des groupes armés prévu par la MONUSCO. Enfin, les cadres juridiques d'intervention limitant l'action des contingents policiers et militaires de cette mission, l'insuffisance d'équipement de certains effectifs des 14 000 Casques bleus et l'inadéquation de leur entraînement avec les missions assignées peuvent être à déplorer.

5/ Intérêts et faiblesses d'une intervention militaire régionale

La mission de la CAE, [dont la RDC n'est membre que depuis juillet](#), a été [lancée en septembre](#) et [ses contingents kényans sont arrivés le 12 novembre](#) à Goma. Si c'est une première pour la CAE en RDC, le format d'une intervention régionale n'est pas nouveau. Elle présente plusieurs avantages : logistique supposément facilitée par la proximité des États contributeurs, meilleure connaissance du terrain, et présence mieux acceptée par la population locale. Néanmoins, des initiatives similaires dans d'autres sous-régions du continent se sont soldées par des échecs, malgré la volonté de l'Union africaine de développer ce type d'opérations. Leurs faiblesses résident dans un manque de budget, de moyens logistiques, de coordination entre les forces des différents États engagés, et dans la lenteur de leur mise en œuvre. Le délai entre la signature de l'accord sur le statut de la force régionale, acté en septembre, et l'arrivée au compte-goutte des troupes laisse présager les mêmes travers. Des contingents ougandais, sud-soudanais et burundais doivent également encore être déployés. Kinshasa a refusé que le Rwanda, membre de la CAE, envoie des troupes.



Photo : Formation des FARDC par la MONUSCO, 2012
C crédit photo : MONUSCO/ Sylvain Liechti

NOUVELLES ET ANNONCES

→ **Tatiana Smirnova** a prononcé jeudi 24 novembre une conférence sur « la politique étrangère russe en Afrique ». Cet évènement, organisé par le Centre FrancoPaix, s'est déroulé à l'Université du Québec à Montréal et était animé par Nicolas Klingelschmitt.

→ **Nicolas Lemay-Hébert** a présenté le 26 octobre ses recherches sur « l'utilisation des codes couleurs en cartographie contemporaine du risque » à l'occasion d'un *brown bag*, organisé par le Centre FrancoPaix et réunissant chercheur.e.s et étudiant.e.s de la Chaire Raoul-Dandurand.

→ **Nicolas Klingelschmitt** a donné une conférence sur « la sécurité collective africaine » auprès de l'Université du troisième âge (UTA) de Longueuil le 7 novembre.

→ **Maxime Ricard** a participé le 27 octobre à un colloque sur les 20 ans de la crise en Côte d'Ivoire organisé par l'Agence française de développement (AFD), l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), le Groupe de recherche des stratégestes de Côte d'Ivoire (GRESI) et l'Université Félix-Houphouët-Boigny. Il est également l'auteur d'une note de recherche intitulée « Mali kura, Mali fanga : la trajectoire politique du Mali sous domination militaire » publié par l'IRSEM.

→ **Adib Bencherif** est intervenu le 16 novembre pour une conférence auprès du centre de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke sur « L'Émir Abdelkader, un précurseur du droit international humanitaire ? ». Il a également présenté « Tuareg women : intersectional biases between orientalism, masculinism and traditional cosmogony » le 18 novembre à l'Arizona State University.

→ **Daniel Eizenga** l'auteur de l'article « La 'transition' orchestrée par le gouvernement militaire tchadien dérape » publié par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique.



Photo : Paul Kagamé et Vladimir Poutine, Sotchi, 2019
Crédit photo : présidence rwandaise



BULLETIN FRANCOPAIX
Vol. 7, n° 9 • NOV 2022

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEURS ADJOINTS

Marc-André Boisvert

PhD, Postdoctorant, Centre FrancoPaix

Tatiana Smirnova

PhD, Postdoctorante, Centre FrancoPaix

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt,

Doctorant, Université du Québec à Montréal

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Melchisedek Chetima

Professeur adjoint, Université du Québec à Montréal

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure agrégée, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Maxime Ricard

PhD, Chercheur Afrique de l'Ouest, Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

